



Pour de plus amples informations, veuillez contacter :
Susan Tonassi, stonassi@burness.com ou au numéro +49 160 9327 9327 (à Berlin, en anglais)

Pour Diffusion Immédiate

Plus de 50 pays annoncent un engagement audacieux pour protéger au moins 30 % des terres et des océans de la planète à l'horizon 2030

Co-présidée par le Costa Rica, la France et le Royaume-Uni, la Coalition de haute ambition pour la nature et les hommes est lancée aujourd'hui lors du « One Planet Summit » de Paris

PARIS (11 janvier 2021) — Au moment où la disparition des ressources naturelles se poursuit à un rythme jamais égalé, un groupe de plus de 50 pays—qui (au 8 janvier 2021) abritent ensemble 28 % de la biodiversité terrestre mondiale (au 8 janvier 2021) abritent ensemble 28 % de la biodiversité terrestre mondiale (en utilisant des vertébrés comme substituts) et un quart des réserves mondiales de carbone terrestre (biomasse et sol), et 28 % des zones prioritaires pour la biodiversité océanique et plus d'un tiers des réserves de carbone océanique—ont annoncé leur engagement à protéger au moins 30 % des terres et des océans du globe à l'horizon 2030, et à faire la promotion d'un accord mondial ambitieux visant à mettre fin à la disparition des espèces et à protéger les écosystèmes qui sont vitaux pour la santé et la sécurité économique de l'homme. Cette annonce donne le coup d'envoi de ce que le Costa Rica, la France et le Royaume-Uni appellent une année d'action urgente pour la biodiversité et le climat.

Lancée aujourd'hui lors du « [One Planet Summit](#) » pour la biodiversité, la [Coalition de la Haute Ambition pour la Nature et les Peuples](#), qui est coprésidée par le Costa Rica, la France et le Royaume-Uni, rassemble plus de 50 gouvernements des six continents et vise à parvenir un accord mondial pour protéger au moins 30 % des terres et au moins 30 % des océans de la planète à l'horizon 2030 lors de la 15e session de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique, qui se tiendra cette année à Kunming en Chine.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES DE LA COALITION DE HAUTE AMBITION : Angola, Arménia, Benin, Botswana, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, République Tchèque, République Démocratique du Congo, Danemark, République Dominicaine, Équateur, Éthiopie, Commission Européenne, Finlande, France, Gabon, Allemagne, Grèce, Grenade, Guatemala, Irlande, Italie, Luxembourg, Japon, Kenya, Îles Marshall, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Hollande, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Portugal, République du Congo, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suisse, Ouganda, Émirats Arabes Unis, Royaume-Uni.

Zac Goldsmith, Ministre britannique du Pacifique et de l'environnement, déclare :

« Il n'est un secret pour personne que la lutte contre le changement climatique passe impérativement par l'accroissement massif de nos efforts pour protéger et restaurer la nature. Ainsi, en tant que co-organisateur de la prochaine COP sur le climat, le Royaume-Uni est absolument déterminé à mener la lutte mondiale contre la perte de biodiversité et est fier d'agir en qualité de co-président de la Coalition haute ambition.

La conférence sur la biodiversité qui se tient cette année en Chine nous offre une occasion unique de conclure un accord visant à protéger au moins 30 % des terres et des océans de la planète à l'horizon 2030. J'ai bon espoir que notre ambition commune permettra de freiner le déclin global de l'environnement naturel, si vital pour la survie de notre planète. »

Andrea Meza, ministre de l'Environnement et de l'Énergie du Costa Rica, déclare :

« Il ne fait aucun doute que la protection de 30 % de la planète améliorera la qualité de vie de nos citoyens et nous aidera à créer une société équitable, sans émission de carbone et qui sait s'adapter. Le rétablissement et la restauration de la nature constituent une étape essentielle pour le bien-être de l'homme, par la création de millions d'emplois verts et bleus de qualité et la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment dans le cadre de nos efforts de relance durable.

Nous avons l'impératif moral et pragmatique de nous rassembler, de prendre des décisions fortes qui nous permettront de faire un pas de plus vers l'arrêt de la perte de biodiversité et la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. Je me réjouis du soutien apporté par plus de 50 membres de la coalition et j'espère que d'autres pays se joindront à nos efforts dans la perspective de la COP15. »

La secrétaire d'État française à la Biodiversité, Bérangère Abba, déclare :

« L'année 2021 nous offre des occasions à saisir pour continuer à promouvoir l'objectif de protection de 30 % et la Coalition de haute ambition. »

Carlos Eduardo Correa Escaf, le ministre colombien du Climat et du Développement durable, déclare :

« La Colombie a la ferme conviction que cette coalition de haut niveau a le potentiel de mobiliser les parties prenantes concernées pour faire en sorte que le cadre pour l'après-2020 aborde de manière efficace les facteurs directs et indirects de la perte de biodiversité, en s'engageant à atteindre l'objectif 30x30, en mettant en œuvre des solutions fondées sur la nature, en instaurant des modes de consommation et de production durables et en garantissant des moyens efficaces de mise en œuvre et des mécanismes de suivi et évaluation ».

Le ministre japonais de l'Environnement, Shinjirō Koizumi déclare :

« Une communauté locale prospère est non seulement un gage de solutions aux problèmes de biodiversité, mais aussi d'une capacité d'adaptation face à l'intensification des catastrophes naturelles dues au changement climatique et aux nouvelles maladies infectieuses. Ainsi, l'initiative Satoyama servirait aussi adéquatement les objectifs de cette coalition. Le Japon ne ménagera aucun effort pour promouvoir l'initiative afin de résoudre ces problèmes en s'appuyant sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. »

Virginijus Sinkevičius, le commissaire européen à l'environnement, aux océans et à la pêche, déclare :

« Notre vie dépend de la nature et des écosystèmes de la planète. Il nous faut intensifier de toute urgence les actions de lutte contre la crise touchant le climat et la biodiversité. L'Union européenne continuera à faire preuve d'une grande ambition pour stopper et inverser la perte de biodiversité, à montrer l'exemple et à déployer tous les efforts nécessaires pour un cadre pour l'après-2020 transformateur lors de la 15e conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique qui se tiendra prochainement ».

L'honorable Jonathan Wilkinson, ministre canadien de l'Environnement et du changement climatique, déclare :

« Le gouvernement du Canada conserve 30 % de nos terres et océans à l'horizon 2030, ce qui équivaut à conserver une masse terrestre plus grande que l'Union européenne. Nous nous félicitons de la perspective de collaboration avec la Coalition de haute ambition pour atteindre cet objectif important à l'échelle mondiale et créer un avenir plus équitable, plus positif pour la nature et plus neutre en carbone. En travaillant ensemble et en accueillant davantage de pays au sein de la Coalition de haute ambition, nous créons une planète plus saine pour la nature et les hommes. »

Pourquoi 30 % ?

Le milieu naturel fournit des ressources essentielles à la vie sur Terre, y compris à la vie humaine – de l'air que nous respirons et de l'eau que nous buvons aux aliments que nous consommons en passant par les services écosystémiques qui contrecarrent les effets néfastes du changement climatique.

Toutefois, les faits montrent que la perte continue et rapide de zones naturelles dans le monde entier constitue une grave menace pour la santé et la sécurité de tous les êtres vivants. Les scientifiques ont démontré que l'homme a gravement altéré 66 % des océans et 75 % des terres de la Planète. Selon le rapport d'évaluation mondiale sur la biodiversité et les services écosystémiques de l'IPBES de 2019, qui fera date, environ un million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées d'extinction, dont un nombre important d'ici quelques décennies.

De l'avis des chercheurs, cette perte de ressources naturelles met en péril la qualité de l'air et de l'eau potable, la survie des espèces sauvages, la prospérité des communautés et notre capacité à nous protéger contre les effets du changement climatique. Une fois notre monde naturel disparu, il est impossible de recréer la valeur économique de 125 000 milliards de dollars qu'il nous procure chaque année, et il ne fait aucun doute que nos économies doivent changer leur façon de fonctionner.

Les preuves scientifiques indiquent la voie à suivre pour prévenir la crise que causerait une extinction massive, en l'occurrence, la protection d'au moins 30 % de la planète à l'horizon 2030.

Les peuples autochtones et les communautés locales sont les protecteurs des sites les plus riches en biodiversité du monde. Pour atteindre cet objectif révisé à la hausse de manière efficace et équitable, les peuples autochtones et les communautés locales devraient être impliqués en tant que partenaires dans la conception et la gestion de ces aires, en garantissant le consentement préalable, libre et éclairé et l'alignement sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. La Coalition de haute ambition pour la nature et les hommes a créé un groupe de travail chargé de résoudre les préoccupations des peuples autochtones et des communautés locales et de promouvoir la sagesse autochtone dans les négociations de la Convention sur la diversité biologique. Ce groupe de travail a entamé un dialogue avec le Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité.

Il est de plus en plus évident que la protection de la biodiversité peut constituer un moteur de la reprise économique post-COVID-19. [L'analyse la plus complète](#) à ce jour sur les implications économiques de la conservation de la nature a révélé que les bénéfices de la protection de 30 % de la planète dépasseraient les coûts dans un rapport d'au moins 5 pour 1. Il ressort d'une étude [récente de McKinsey](#) que la protection de 30 % des terres et d'au moins 30 % des océans de la planète pourrait créer jusqu'à 650 000 emplois et en maintenir environ 30 millions dans le domaine de l'écotourisme et de la pêche durable.

Selon d'autres études, les aires marines protégées pourraient améliorer la pêche, les loisirs, la protection contre les risques naturels (Marinesque et al., 2012), ainsi que la sécurité alimentaire, avec la possibilité de [rétablir les populations de poissons de plus de 600 %](#), avec des retombées positives sur la pêche commerciale également.

Il s'agit du lancement officiel au niveau mondial de la Coalition de haute ambition avec plus de 50 pays, dont les bases ont été jetées lors de précédentes réunions internationales. En septembre 2019, lors de la 74e Assemblée générale de l'ONU, le Costa Rica et une poignée d'autres pays ont annoncé leur intention de former une coalition pour la nature. L'idée de la Coalition de haute ambition a été officiellement lancée lors de la réunion préparatoire à la COP25, qui s'est tenue au Costa Rica en octobre 2019, par les ministres des coprésidents Costa Rica et France et du coprésident Océan, le Royaume-Uni, ainsi que la Finlande, le Gabon et la Grenade. En décembre 2019, le Costa Rica et la France ont tenu une réunion pionnière à Madrid à l'occasion de la 25e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), au cours de laquelle les pays se sont alignés sur les domaines d'intervention, la structure et une feuille de route et se sont formellement engagés à respecter les objectifs de la Coalition de haute ambition pour la nature et les hommes.

MODALITÉS DU LANCEMENT : Le lancement de la Coalition de haute ambition a lieu lors du « One Planet Summit » pour la biodiversité, organisé par le président français Emmanuel Macron en coopération avec la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies. Le président Macron présidera le lancement de la Coalition de haute ambition, avec à ses côtés le président Carlos Alvarado Quesada du Costa Rica, puis les ministres du groupe interrégional mondial tiendront une réunion.

PLUS D'INFORMATIONS : Veuillez écrire à Susan Tonassi (stonassi@burness.com, +49 160 9327 9327 à Berlin) pour vous inscrire afin de recevoir le communiqué de presse, les vidéos et les autres ressources qui seront disponibles avant le lancement et pour recevoir des informations sur les modalités de visionnage du lancement et de la réunion ministérielle. Les vidéos des allocutions prononcées par les ministres lors de la cérémonie de lancement seront accessibles à 14h00 CET//8h00 EDT.

###